

REUNION du CONSEIL D'ADMINISTRATION du 15 AVRIL 2010

DELIBERATION n° 2/2010

OBJET : DELEGATIONS AUX CONSEILS DE CENTRES.

Sous la Présidence de Monsieur PLAUCHE GILLON,

Et en présence de Mme BONNISSEAU, et MM. BONHOMME, BOURNAUD, DEPEIGE, DUPLAY, de GANAY, GUESPEREAU, du HAYS, de JERPHANION, LAFON, de LESQUEN, LONGA, LUCCIONI, de MONCUIT, de MONTGASCON, OTT, de PENANSTER, POLLIOT, du PONT, QUILICI, RIVIERE, de TORRES

Le Conseil d'Administration

- Décide de déléguer aux Conseils de Centres, chacun pour leur circonscription, les avis, propositions, informations ainsi que les désignations de représentants demandés aux articles :
 - Code forestier : L. 6 (seuil PSG par département), L. 9 (seuil des coupes rases), L. 10 (seuil des coupes de plus de la moitié du volume), L. 11 (porté à connaissance réglementation L. 11), L. 222-5 (RSAA), L. 223-2 (avenant PSG suite à sanction), L. 247-1 (PSG Associations syndicales), L. 380-1 (avis sur plan départemental des espaces, sites, itinéraires de sport et nature).
 - Code rural : L. 112-3 (avis sur SCOT, PLU, schéma départemental des carrières), L. 121-5 et 5-1 (commission d'aménagement foncier, commission ECIF), L. 221-9 (désignation des propriétaires forestiers en commission départementale d'aménagement foncier), L. 123-19 et 20 (équivalence des échanges), L. 125-10 (mise en valeur), L. et R. 126-1 et R. 126-5 (réglementation des boisements), R. 112-1-2 (document de gestion de l'espace agricole et forestier), R. 133-3 (AFAF).
 - Code de l'environnement : L. 132-1 et 2 (infractions et actions des pouvoirs publics en matière d'environnement), R. 331-4 (parcs nationaux), R. 562-7 (plans de prévention des risques).
 - Code de l'urbanisme : L. et R. 130-1 (espaces boisés classés), R. 122-8 (SCOT), R. 123-17 (PLU), R. 130-20 (information sur l'établissement des documents d'urbanisme).
- Délègue par ailleurs aux conseils des CRPF la désignation des représentants dans les associations, syndicats, commissions, comités ou groupements régionaux ou infrarégionaux dont il est membre, chacun pour la circonscription qui le concerne.
- Demande que le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche envoie une circulaire aux Préfets pour que les services de l'Etat en région et département soient informés de cette délibération et saisissent directement les CRPF.

Fait à Paris, le 15 avril 2010

Le Président

H. PLAUCHE GILLON